

Chers camarades,

Nous vivons dans un monde où l'actualité est lourde de danger pour l'avenir des peuples. Alors même que la guerre a fait la démonstration, de l'Irak à l'Afghanistan en passant par la Libye, qu'elle nourrit elle-même les impasses, le gouvernement français est déterminé à aller au bout des logiques les plus dramatiques.

Sans doute grisé par le succès rapide contre quelques milliers de djihadistes en plein désert, ce gouvernement pense qu'une nouvelle expédition redorerait son blason.

Ce n'est pas la première fois que notre gouvernement tente de faire capoter une issue diplomatique.

Ce fut déjà le cas en juin 2012, juste après la signature des accords de Genève 1.

Ce fut encore le cas en mai 2013, quand Russes et Américains se mettaient d'accord pour lancer le processus d'une deuxième conférence de paix de Genève.

Après l'initiative diplomatique russe, pour neutraliser l'utilisation d'armes chimiques, les autorités françaises s'ingénient une nouvelle fois à faire capoter une initiative diplomatique.

En proposant, par exemple, au Conseil de sécurité une résolution qui invoque le chapitre VII de la Charte des Nations Unies, autorisant l'emploi de la force en cas de violation par la Syrie de sa promesse de placer son arsenal d'armes chimiques sous supervision internationale. Résolution ouvrant la voie à différentes interprétations... et essuyant déjà un refus des Russes.

Dans leurs faits et gestes, dans leurs réponses, les autorités françaises disqualifient systématiquement les Nations unies, et les Russes.

Sur la Syrie, notre position est claire, portée au Parlement par Pierre et André.

Lydia a présenté un rapport complet sur le sujet lors de l'exécutif de lundi, rapport qui vous a été envoyé pour vous permettre d'avoir tous les éléments sur ce dossier.

Nous position, ferme en faveur d'une solution politique, est partagée.

Nous participons activement aux mobilisations, nous travaillons à aider les communistes dans le rassemblement pour la paix, à aider nos amis Syriens et les forces démocratiques et de progrès dans la région.

Cela sera encore le cas lors de la Fête de l'Humanité.

Quoi qu'il arrive, cette année, le 21 septembre, ne doit pas être une journée mondiale pour la paix comme les autres.

Nous verrons où nous en serons, mais tenons-nous prêts ce jour-là à faire entendre une autre voix de la France.

La voix de la France qui travaille à l'amitié entre les peuples, au désarmement, au développement humain et à la coopération entre les nations.

Une France qui travaille à une refonte démocratique des Nations unies, où chaque peuple, chaque État, compte pour un.

La crise syrienne rend cette réforme plus que jamais d'actualité.

L'attitude des autorités française sur ce dossier interroge.

C'est une vieille ficelle que de désigner un ennemi extérieur pour ressouder l'opinion publique.

Vieille ficelle pour tenter de faire oublier le reste.

Le reste c'est la crise et ses conséquences. C'est une politique gouvernementale en rupture avec les attentes populaires. C'est l'année 2014 qui s'annonce avec ses échéances électorales.

Pour engager notre discussion je vais pointer rapidement ces éléments, avant d'en venir sur nos responsabilités dans la période actuelle.

Réalité de la crise

Nous avons crû vivre un rêve cet été.

Les déclarations successives des ministres laissaient envisager "*le retour de la reprise*", appuyée nous déclarait Moscovici sur «*une amélioration de la croissance européenne et de la demande intérieure* »....

Et comme preuve de la légitimité de ce discours, avec beaucoup d'enthousiasme, ils ont brandi des indicateurs économiques conjoncturels en légère progression, à l'image des + 0,5% du PIB lors du 2^e trimestre.

Depuis Aristote, chacun sait qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, sauf semble-t-il le ministre de l'Économie.

L'extrapolation abusive des chiffres ne saurait occulter une réalité : à l'échelle du monde, de l'Europe ou de la France, la violence des contradictions des crises se développent, les impasses et les dégâts des solutions capitalistes libérales perdurent.

Même les timides améliorations d'indicateurs statistiques sont obtenus au prix de détériorations sociales, bien plus fortes, elles, dans leur ampleur.

Crises à l'échelle du monde, où l'on voit des capitaux désertent massivement des pays émergents (Inde, Brésil....) après y avoir profité d'une croissance débridée quand la récession était plus prononcée dans les pays capitalistes développés. Résultat : une baisse de 15 % à 25% de la valeur de la monnaie de ces pays vis-à-vis du dollar, générant déséquilibres et inflation, au moment où la banque centrale des USA, commence à relever ses taux d'intérêts, affichant son mépris pour le reste du monde.

Un dirigeant de la FED vient de réaffirmer "*nous ne nous préoccupons que de l'intérêt*

des USA en prenant nos décisions".

On voit là la fragilité de la «croissance mondiale», affaiblie à la fois par la crise des émergents, la stagnation en Europe et le mode de reprise impulsée par les USA. On voit aussi, dans cette situation, l'actualité de nos propositions, aussi bien pour une refonte du rôle de la BCE, que pour l'émergence d'un outil monétaire à vocation mondiale, émancipé du dollar et de la dictature des marchés.

Crises à l'échelle de l'Europe, où la «reprise» invoquée par Moscovici est inégale. De nombreux pays restent en récession, dans un contexte d'une forte détérioration sociale avec 26 millions de chômeurs à l'échelle de l'UE. Détérioration y compris en Allemagne où 7 millions de salariés gagnent moins de 450 euros par mois.

Crises en France, où le frémissement agité par Moscovici, est vécu comme un leurre par le plus grand nombre.

Toutes les études ont montré que, même pendant la crise financière, la part des dividendes dans la richesse produite s'est accrue. Ils sont passés de 11% à 22% de la richesse produite en 20 ans, soit 230 milliards d'euros en 2013.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Dans le même temps, la précarité fait des ravages. Un seul exemple à partir des statistiques du chômage.

Du fait des emplois aidés (emplois d'avenir...), l'augmentation du nombre de chômeurs de catégorie A (sans aucune activité) se limite à + 8000 personnes en juillet.

Mais si on prend en compte les autres catégories, les personnes à activité réduite (catégories B et C), on obtient : + 55.000 personnes en un mois.

Signe d'une pauvreté étendue, le nombre d'inscrits à Pôle Emploi, qui sont en même temps titulaires du RSA, progresse de 17% sur un an.

Le plus grave, c'est que les mesures prises à court et moyen terme, comme la conception du long terme porté par le gouvernement, s'inscrit de plus en plus dans les dogmes et exigences libérales.

Aujourd'hui, c'est bien le Medef qui parvient à donner le ton du discours gouvernemental.

Dogmes et exigences libérales

Il en va ainsi du thème du «coût du travail» devenu l'explication quasi officielle du chômage.

Si bien que le patronat obtient d'entrée de jeu la compensation immédiate de sa part de hausse de cotisations retraite.

Il obtient, cerise sur le gâteau, la promesse de l'absence de contrôle fiscaux aussi bien sur les 20 milliards du « crédit d'impôt compétitivité », que sur les milliards du « crédit investissement recherche ».

Après l'exonération de charges, voici donc la compensation de charges et l'exonération de contrôle fiscal.

Je ne sais pas si François Hollande, sur le plan extérieur, se rêve en Bonaparte lors de la Bataille des pyramides. Sur le plan intérieur par contre, le spectacle qu'il nous offre face

au patronat c'est plutôt la capitulation de Napoléon III à Sedan.

Un patronat qui, au-travers de Gattaz, renchérit immédiatement en demandant pour 2014 «100 milliards» de plus de baisses du «coût du travail» et de la fiscalité sur le capital.

Autre thème où le patronat donne le ton, celui du «ras le bol fiscal» devenu celui de la «pause fiscale».

Thème qui tente d'évacuer les questions de fond. Par exemple :

-Le caractère inégal de la fiscalité française notamment par la place des impôts indirects comme la TVA.

-L'opacité de l'utilisation et des gâchis des 200 milliards d'aides aux entreprises déjà existantes.

-Les béances de la fraude fiscale, à commencer par celle des fonds de placement et des multinationales,

Avec le «ras le bol fiscal», c'est la vision libérale du problème qui est adoptée par le pouvoir.

La «pause fiscale» annoncée par Hollande est une réalité accordée au patronat. Mais c'est un mensonge pour l'essentiel des retraités et des salariés, qui vont subir la hausse de la TVA et celle des cotisations retraites.

Ni à court terme, ni à long terme ce n'est une politique qui pourrait mener à une « reprise ».

Les dernières statistiques de l'INSEE d'ailleurs indiquent un nouveau recul de la production industrielle de 0,6% en France en juillet par rapport au mois précédent, après avoir chuté de 1,4% en juin. Et hier nous avons confirmation de la suppression de 60 000 emplois au 1^{er} semestre.

139 000 depuis un an, un triste record.

Les retraites

Ni à court terme, ni à long terme ce n'est une politique qui pourrait être efficace et socialement juste.

Le projet gouvernemental sur les retraites l'illustre.

Les réformes antérieures font la preuve de leur inefficacité, mais le projet gouvernemental reste sur la même logique.

Alors que les difficultés supplémentaires de financement des retraites viennent directement de l'ampleur accrue du chômage depuis 2008 et de la stagnation salariale, le pouvoir s'en tient à la rengaine « on vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps ».

Le besoin de financement supplémentaire représente 1 point de PIB, mais ce gouvernement ne veut pas engager la réflexion sur les 5 points perdus en moyenne par la part des salaires dans le PIB. De même, rien pour faire participer les revenus financiers des entreprises à l'effort requis.

Uniquement des propositions pour faire payer plus les salariés et les retraités et aboutir à une situation où à terme, pour le plus grand nombre, la retraite à taux plein aurait pour horizon l'âge de 67 ans !

Un mot sur les avancées sur lesquelles le gouvernement communique. Elles ont très peu de consistance. Concernant l'égalité femme-homme, les mesures paraissent largement fallacieuses, et réduites à la prise en compte des congés maternité. Pour la pénibilité, l'usine à gaz pourrait accoucher d'une souris, il en est de même pour les mesures en faveur des jeunes (rachat d'années d'études au lieu de prise en compte pour la retraite).

D'autant plus que le renvoi à de nombreux décrets autoriserait une évolution vers des conditions plus restrictives, sans avoir à changer la loi .

Les manifestations de mardi, avec une mobilisation conséquente en cette période de l'année, constitue un avertissement pour le gouvernement .

C'est l'illustration que le discours du gouvernement pour vendre une «réforme juste», une «réforme des retraites de gauche» «en faveur des femmes et des professions les plus pénibles », pour reprendre les éléments de langage, ne dupe pas un grand nombre de citoyens.

D'autres rendez-vous sont annoncés.

Situation politique

Nous attaquons donc cette rentrée dans un contexte de crise économique, sociale et politique, avec une très forte aggravation des difficultés de vie quotidienne, liées au pouvoir d'achat, au chômage.

Tout au long de l'été et en cette rentrée, dans notre activité militante nous avons pu en constater l'ampleur. Le succès de nos initiatives de solidarité à destination des privés de vacances, ou la vente de fruits et légumes au juste prix, dans des dizaines de villes, témoignent de cette réalité.

Cette dégradation sociale, se traduit par une grande inquiétude dans l'avenir et se mêle à de la colère.

Très fort aussi le doute qu'il soit possible de faire autrement. Le discours du renoncement dont on nous abreuve à longueur de journée sur le thème, *"il n'y a pas d'autre choix possible"*, pèse sur l'opinion.

Une interrogation traverse nos concitoyens, les électeurs de gauche mais aussi bien sûr les militants communistes que nous sommes : *«peut on ou non espérer modifier réellement la donne et le rapport de force ?»*

Nous sommes confrontés depuis des mois à de lourds obstacles. Le gouvernement poursuit le cap qui est le sien, assume sa politique et il a décidé de ne pas en changer pour le reste du quinquennat.

Pour la faire accepter, il a lancé cet été des opérations de communication, sur sa réforme des retraites, sur le travail des ministres, puis sur la prétendue reprise de la croissance, ou encore sur la France de 2025.

Pour occuper les esprits, Manuel Valls, dans une offensive très orchestrée a mis sur le devant de la scène publique des thématiques sécuritaires, évacuant les questions sociales .

On peut faire le même constat sur la politique internationale et le dossier syrien.

Cette obstination du pouvoir sur chaque dossier à deux conséquences :

D'une part, si le parti socialiste demeure la première force politique à gauche, il connaît un sévère décrochage chez celles et ceux qui l'ont porté au pouvoir en 2012....

Un décrochage si inquiétant que la crainte existe au PS de se retrouver pour les municipales en troisième position dans de nombreuses villes, y compris dans certaines qu'il dirige.

D'autre part, le trouble ne touche pas que des électeurs. Il touche aussi quelques députés et des élus. Le trouble est encore plus grand dans la masse des adhérents.

Notons que le gouvernement tente de répondre à ce décrochage outre les efforts de communications conséquents, par certains arbitrages à l'image de ceux en faveur de Christiane Taubira.

Mais à aucun moment il ne remet en cause le sens de son orientation.

Cette obstination peut entraîner une radicalisation dans l'opinion publique. L'enquête IFOP livrée à l'Université d'été pointait que le sentiment de colère redevenait majoritaire....

Cela n'est pas pour nous étonner, sauf qu'une interrogation demeure : *« comment va s'exprimer cette colère dans les mois qui viennent? »*

Cette colère peut-elle se traduire par des mobilisations populaires et l'émergence d'une alternative de gauche ? Va-t-elle au contraire se perdre dans l'abstention de l'électorat de gauche? Va-t-elle nourrir le vote FN?

La question reste entière.

Notre responsabilité, c'est d'y apporter des réponses pour que cette colère puisse trouver un débouché positif.

Nous sommes confrontés en cette rentrée à un défi, dans un contexte où se mêlent colère et renoncement, celui de mettre en débat des propositions alternatives crédibles qui puissent rassembler et redonner de l'espoir

Pour cela, il faut commencer par éviter quelques pièges grossiers.

Ainsi, depuis quelques semaines, se développent plusieurs thématiques dans lesquelles nous pourrions nous laisser enfermer et qui réduisent me semble-t-il notre ambition.

Première thématique : *"le PS ne fait pas qu'une mauvaise politique il se transforme et en quelque sorte deviendrait un parti de droite."*

Que le PS fasse une mauvaise politique c'est une évidence, que ses nouvelles élites soient moins imprégnés des valeurs de transformations sociales qu'il y a trente ans, que le

renoncement ait remplacé la promesse de changer la vie, sont aussi des évidences. Pour autant, les hommes et les femmes qui adhèrent au PS, qui votent socialiste, se considèrent de gauche et portent en eux des valeurs de gauche.

Un seul exemple l'enquête de l'IFOP fin août :
Aux questions :

« *il y a-t-il trop d'immigrés* »: les sympathisants répondent oui
FdG : 41%, PS : 47%, UMP et FN : 87% et 97%

« *On se sent en sécurité nulle part* » :
Sympathisants Fdg : 42%, PS : 43%, UMP et FN : 73% et 88%

« *Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment* » :
Sympathisants Fdg : 28%, PS : 38%, UMP et FN : 71% et 68%

L'enquête de l'IFOP titre d'ailleurs : "*Valeurs des français: des convergences très nettes entre les sympathisants de gauche (FdG-PS) une porosité grandissante entre les sympathisants UMP-FN*"

Faire ce constat peut paraître évident. Mais il faut savoir en tirer toutes les implications pour notre activité.

Ignorer ces hommes ou ces femmes, ou bien les traiter par l'invective ou le mépris, nous mène dans une impasse.

Si nous voulons changer le rapport de force dans la bataille idéologique et politique, notre cœur de cible ,c'est cet électorat.

Nous avons, à leur égard, un long travail de dialogue à entreprendre pour les faire avancer dans la réflexion.

Besoin de dialoguer, d'argumenter, besoin de les faire cheminer de la déception et du renoncement vers la prise de conscience qu'il est possible de faire autrement.

Besoin de les faire cheminer de la tentation de l'abstention, ou de renvoyer tout le monde dos à dos vers l'idée qu'il est possible d'agir.

L'effort est considérable, tant pèse la déception et le renoncement. Mais en même temps, il n'y a pas de raccourcis.

Débattre, convaincre, rassembler, agir ensemble c'est le seul chemin!

Un chemin dont nous ne pouvons pas faire l'économie.

Un chemin qui est indispensable car, face à une droite et à son extrême tout à la fois mobilisées et revancharde, si nous ne redonnons pas à voir l'existence d'une alternative de gauche, nous nous préparons à un scénario catastrophe.

Je ne vais pas développer là-dessus, mais la multiplication des exigences par le MEDEF et l'annonce par Copé de la volonté de gouverner 6 mois par ordonnance en disent long

sur ce qui nous attends si la droite revenait au pouvoir.

Et je vous évite la description si le FN pesait encore plus sur le pouvoir, dans des communes en 2014, les Régions en 2015 et à l'Assemblée en 2017.

Deuxième thématique: *"le choix offert aux communistes serait binaire entre liste avec le PS pour sauver des élus ou l'autonomie par rapport au PS"*.

Thématique ô combien sympathique à notre égard, de la part de bien des médias qui semblent oublier en la circonstance qu'on ne nous a jamais fait de cadeau pour permettre l'élection d'élus communistes.

Entre les modes de scrutins et les conséquences de la bipolarisation, sans parler des différentes manœuvres politiciennes, tout est mis en œuvre pour réduire notre représentation.

Et quand nous gagnons ou conservons des élus, c'est le résultat de mobilisations, de conquêtes politiques, d'innovations sociales et démocratiques.

Aussi, l'ambition que nous portons est très éloignée de ce choix binaire.

L'ambition qui est la nôtre, en toute circonstance est, je cite le document de congrès :

« Face aux ambitions affichées de la droite et de l'extrême droite, pour chacune de ces échéances, nous voulons rassembler le plus largement possible sur des projets ambitieux qui placent chaque institution en position de répondre aux besoins"

« Les communistes sont engagés dans l'action municipale et intercommunale, souvent au sein de majorités de gauche constituées sur des projets, parfois dans l'opposition. Partie prenante d'aventures humaines et de l'histoire locale, ils et elles veulent continuer à être utiles au plus près des femmes et des hommes et continuer à leur rendre le pouvoir" (fin de citation)

C'est sur la base d'une ambition partagée, dans le rassemblement sur des contenus que nous pourrions remobiliser un électeurat de gauche qui désespère.

Non pas sur une posture de principe qui nous enferme dans une forme d'impuissance, mais bien sur l'ambition d'être utile.

C'est notre boussole!

Dans une période marquée par le doute, la colère et la déception, cela exige de notre part de contribuer à créer les conditions du renforcement des mobilisations, de favoriser le rassemblement et d'être utiles au développement du Front de gauche.

C'est bien dans cet esprit que nous devons aborder la période qui s'ouvre.

Toutes nos initiatives doivent être marquées par la volonté de répondre à ces 3 priorités :

- Renforcer les mobilisations

Le peuple de gauche tient la clé de l'alternative. Soit il se mobilise et alors les possibles existent, soit il reste atterré ou indifférent et c'est la porte ouverte à tous les reculs. L'explosion dans les enquêtes d'opinion de celles et ceux qui se classent "sans préférence partisane" de 11% à 33%, en quelques mois, est inquiétante de ce point de vue et illustre le chemin à parcourir.

Les mobilisations présentes et à venir sont nombreuses et nous les connaissons:

- la Paix (21 septembre) ;
- les retraites dont le débat va se développer jusqu'en octobre.
- la préparation du budget, qui pourrait faire l'objet d'une campagne des communistes en lien avec nos parlementaires ;
- La loi pénale avec les enjeux de sécurité ;
- La loi sur les Métropoles qui touche 40% de la population ;
- l'école, la réforme ferroviaire, le logement avec la loi Duflot et, bien sûr, les élections municipales et européennes .

La liste n'est pas exhaustive mais, à chaque fois, notre ambition est de mener la bataille politique sur chaque sujet, des initiatives locales jusqu'au Parlement .

Il faut mener ces campagnes avec la conviction qu'il est possible à chaque fois d'obtenir des avancées, de marquer des points.

Sans doute nous n'obtiendrons pas, fin octobre, une réforme des retraites qui marque un changement profond de cap par rapport à l'actuelle.

Mais notre bataille peut contribuer à faire évoluer le rapport des forces idéologiques, à faire reculer les idées de renoncement, à rendre perceptible d'autres possibles. Cela constitue autant de point d'appuis pour l'avenir.

Notre démarche doit être constructive, argumentée et forte de propositions.

De notre capacité à créer les conditions des mobilisations beaucoup de choses positives peuvent découler.

Favoriser le rassemblement

Nous ne créerons pas les conditions des mobilisations si nous n'avons pas en permanence -jusqu'à l'obsession- l'ambition de **favoriser le plus large rassemblement dans le débat d'idées et les initiatives**, de toutes celles et tous ceux qui aspirent à vivre autre chose que sous le joug des politiques capitalistes.

C'est à dire tendre la main à celles et ceux qui n'en peuvent plus, qui sont en colère, déçus ou résignés, mais qui partagent cette exigence d'une autre politique à gauche.

Je ne reviens pas sur ce que vous disais il y a quelques minutes. Mais face au ressentiment ce qui redonnera de l'espoir, c'est bien la perspective d'un rassemblement sur une ambition partagée.

Développer le Front de gauche

Pour y parvenir, il faut engager de manière offensive une nouvelle dynamique du Front de gauche.

Depuis nos prises d'initiatives politiques en 2008, nous avons su franchir des étapes et déjouer des pièges institutionnels. La dynamique des campagnes de 2012 a donné à voir

-au-delà des résultats- le champ des possibles et des attentes.

Cela donne à l'ensemble des partenaires, et particulièrement à nous-même, une responsabilité plus grande pour ne pas décevoir.

Une responsabilité pour créer les conditions de l'élargissement du Front de gauche en permettant à d'autres forces et à un plus grand nombre de citoyens de l'investir.

Si le gouvernement s'est donné une ligne pour son quinquennat, nous aussi : continuer dans la durée un rassemblement à gauche sur une politique alternative jusqu'à gagner les conditions d'un nouveau cap à gauche .

Nous avons pris, avant l'été, des initiatives fortes en ce sens, avec la manifestation du 5 mai et les assises nationales du 16 juin.

Après une année 2013 où le Front de gauche, dans un contexte de reflux à gauche et de débat en son sein, n'a pu se développer autant que souhaitable, nous voulons lui permettre de continuer de s'ouvrir à d'autres.

Cette question fait débat au sein du Front de gauche . Elle est fortement venue sur la scène publique au moment des Estivales .

Ce débat n'est pas entre Pierre Laurent et Jean Luc Mélenchon et ne porte pas que sur les municipales mais plus, profondément, sur la question de savoir comment le Front de gauche doit s'adresser au pays et aux électeurs de gauche pour rassembler.

Deux conceptions existent : celle qui considère que les progrès du Front de gauche dépendent de l'affaiblissement du PS, et celle que nous partageons avec d'autres, que le Front de gauche est un espace actif, vivant utile pour élargir le rassemblement et qu'il a vocation à s'adresser au plus grand nombre.

De ce point de vue, les législatives partielles ont bien marqué le fait que le Front de gauche ne profitait pas de l'effondrement des scores des candidats du PS. Cette situation doit interpeller plus fortement les forces du Front de gauche.

Ce débat, nous comptons le mener jusqu'au bout, sans polémique inutile mais fermement, y compris dans la perspective des échéances électorales de 2014, car il ne s'agit pas pour nous de mettre le Front de gauche en mode "pause" dans la période qui s'ouvre.

Cher-es camarades,

Notre ambition, dans les mobilisations, dans le rassemblement et dans le développement du Front de gauche est grande.

Plusieurs étapes importantes vont rythmer l'activité des communistes dans les mois à venir et, par la force des choses, cela va se traduire sur notre plan de travail et le calendrier qui est devant nous.

La Fête de l'Humanité

C'est le premier rendez-vous de la gauche, toute la gauche, contre l'austérité et pour un changement de cap. La Fête va résonner de la colère que provoque la politique menée par le gouvernement, des luttes qui se mènent, mais aussi de l'exigence d'une alternative aux logiques libérales. La Fête peut être le signal de la mobilisation populaire et

citoyenne, du rassemblement, de la mise en mouvement de toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas.

Abordons cette Fête avec l'esprit offensif et rassembleur.

Un événement qui doit compter dans un contexte où la droite se remobilise, où le patronat, après l'ANI, la réforme fiscale et les déclarations d'un Moscovici en demande toujours plus ; où l'extrême-droite banalisée et installée prospère sur la désillusion et la colère.

Dans la confrontation, le débat avec toutes les composantes de la gauche, contribuons pendant ces 2 jours de fête à crédibiliser l'idée que d'autres choix sont possibles et confortons l'idée que le peuple, le « peuple de gauche », détient la clé de l'alternative.

Avec la Fête, donnons à voir que le Front de gauche, et le PCF, sont des forces dynamiques et porteuses d'espoir à gauche.

Très concrètement sur la fête, après la mobilisation du 10 septembre sur les retraites, nous voulons contribuer à l'élargissement. Nous lançons donc sur la fête une campagne de cartes pétitions, adressées à l'Élysée, et portant l'exigence d'autres solutions pour les retraites. 14 dessins résultat de la contribution de 11 dessinateurs que nous voulons faire signer massivement, mais qui doit être aussi l'occasion de prendre des contacts pour les mobilisations à venir.

La fête c'est aussi le moment privilégié pour aller à la rencontre de milliers d'hommes et de femmes et leur proposer de rejoindre le Parti communiste français.

La préparation des municipales

Les élections municipales sont une étape décisive dans notre volonté de rassemblement pour un changement de cap.

Nous ne confondons pas les scrutins, les électeurs répondent toujours à la question qui leur est posée : cette élection, pas plus que l'élection européenne qui la suivra, ne débouchera sur une nouvelle majorité politique au Parlement.

Mais les enjeux n'en sont pas moins majeurs. Celui de la constitution dans chaque ville d'équipes d'hommes et femmes de gauche mettant en œuvre des projets conformes aux attentes des habitants. Avec l'ambition de projets qui desserrent l'étau des politiques d'austérité qui étouffent les collectivités.

Celui de la présence d'élus communistes et du Front de gauche, des élus de proximité qui porteront tout au long du mandat cette orientation.

Des élus, des militants, qui tiennent une place originale et essentielle dans notre implantation territoriale, dans la vie de notre organisation et bien au-delà.

Nous tiendrons le 5 octobre la «Rencontre nationale des animateurs de section» avec la participation de nombreux élus locaux. Un événement auquel nous donner une grande visibilité dans le paysage politique pour donner à voir de notre détermination et de nos ambitions à quelques mois des élections municipales.

Le lendemain, dimanche 6 octobre nous proposons de réunir le Conseil national pour tirer les enseignements de cette rencontre nationale et valider les chefs de file des villes de plus de 20 000 habitants, conformément à nos nouvelles règles de vie..

Concernant les municipales, vous n'êtes pas sans le savoir, il y aura dans chaque territoire un choix de configuration de listes pour le premier tour .

Dans ces débats, parfois contradictoires, souvent passionnés, c'est la confiance dans l'intelligence des communistes pour apprécier leur situation locale qui doit prévaloir.

A cette occasion, j'attire votre attention sur l'impérative nécessité, conformément à nos règles de vie et à nos statuts, de créer les conditions du plus large débat, permettant à tous les communistes d'avoir tous les éléments du débat et de décider par le vote.

Dans chaque territoire, dans le respect des opinions émises, le choix majoritaire devient le choix des communistes et devra être respecté par tous.

Il en va de l'unité des communistes, de leur confiance réciproque, entre eux et avec leurs directions. (Responsabilité de chaque membre du CN à faire vivre la démocratie et le respect des choix)

Au cours de ces élections, nous avons l'ambition de dégager du commun : l'ambition d'un parti rassemblé dans une campagne dont la visée nous sera commune, par delà des situations ou des choix locaux différents.

J'attire votre attention sur 2 aspects :

-La situation des communes entre 1000 et 3 500 habitants dont le mode de scrutin a changé, ce qui peut ouvrir des possibles. Regardons dans toutes ces communes les candidats possibles.

Il y a un travail de contact, d'inventaire à mener jusqu'au dernier moment.

- Je veux mentionner une problématique, sans développer car le débat parlementaire va se poursuivre. C'est le projet des Métropoles. Cette bataille doit nous permettre de mettre en valeur l'importance justement du vote aux municipales et du rôle des communes. Cela avec d'autant plus de force que la logique du texte gouvernemental veut les priver de leurs moyens d'action. Nous avons là de fortes possibilités pour mobiliser et rassembler.

La préparation des Européennes

Le Comité du projet a décidé d'engager un cycle de conventions, autour de 5 axes. Pour le premier, il s'agit de préciser les axes et les propositions que le PCF porte pour une refondation du projet européen. Un travail en préparation des élections européennes de mai 2014.

Un groupe de travail, animé par Patrick Le Hyaric, travaille pour élaborer une proposition de texte. Celui-ci pourrait-être finalisé et mis en circulation lors du CN du 6 octobre pour engager le débat.

Aujourd'hui, je vous propose, d'une part, d'acter la tenue de cette convention pour le samedi 16 novembre, au siège de notre Parti .

Concernant la participation, nous proposons : les membres du CN, les secrétaires départementaux (+ 1 par fédé , à parité), les parlementaires européens et nationaux, les membres du Comité du projet, les rédacteurs du texte et des collaborateurs qui travaillent sur cette question. Cette convention ayant un caractère décisionnel, il y aura un vote sur le texte.

Une commission d'animation, à parité, sera mise en place lors du CN du 6 octobre pour aider au débat et recueillir les contributions pour enrichir et modifier le texte proposé, jusqu'au 14 novembre.

Par ailleurs, nous vous proposons d'avoir des invités (extérieur au PCF) pour assister aux travaux, et pour certains, apporter leur réflexion sur un sujet.

La Convention pourrait être suivie, dès le lendemain 17 novembre, par une réunion de notre Conseil national consacrée au Congrès du PGE (14-15 décembre à Madrid), avec la discussion de nos amendements au texte du PGE qui est désormais en circulation et en discussion dans tous les partis membres et l'élection de notre délégation de 12 représentants.

Cher-e camarade, vous le voyez, nous avons de l'ambition et un chantier immense est devant nous.